

PM

PERSPECTIVES
MÉDITERRANÉE

www.perspectivesmed.ma

LE MAROC DES SCANDALES

L'OMERTA'



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ALLAL EL MALEH - JANVIER 2024 - N°149

TOMBOLA JAWAL



Rechargez



À partir de **20** dirhams



Réglementation de la tombola disponible sur www.iam.ma

Plusieurs gagnants par jour

Jusqu'au 29 février 2024



Les fossoyeurs !

Par Allal El Maleh

Le pays s'est réveillé en cette fin décembre sous le choc d'un véritable séisme socio-politique induit par l'arrestation de deux « notables » du PAM qui puiseraient leur puissance des dividendes d'un gros trafic international de drogue. Si le feuilleton incarné par Said Naciri, plus connu pour sa présidence du WAC, mythique club de football casablancais que pour ses faits politiques, et son acolyte Abdenbi Bioui, entrepreneur prospère et président de la région de l'Oriental, n'a pas encore livré tous ses secrets, il n'est pas nécessaire d'en suivre tous les rebondissements pour épiloguer sur une alliance sombre entre argent sale et politique.

Y a-t-il quelque chose de pourri dans le Royaume ? Assurément oui. Reste à savoir jusqu'où le mal s'est insidieusement propagé dans les arcanes du pouvoir et de ses institutions. Et c'est là où se niche, à n'en point douter, la véritable menace que représente tout environnement criminogène nourri par le laxisme et son pendant de laisser aller et laisser faire. Ceci est d'autant plus grave que la question a été soulevée, il y a des années de cela, par des leaders politiques, Hamid Chabat étant le premier à avoir dénoncé, es qualité de chef de l'Istiqlal, l'irrigation du champ politique par l'argent du trafic des stupéfiants. Un constat qui allait être remis au goût du jour par Abdelilah Benkirane, ancien chef de gouvernement et patron de l'actuel PJD. De cette relation symbiotique entre argent sale et politique, dénoncée en son temps, on n'en a plus entendu parler.

Jusqu'à ce que le « pot aux roses » soit découvert dans le sillage de l'enquête entourant le dossier du « Malien ». Le dernier rebondissement n'est autre que « la bombe » lâchée par Driss Lachgar, actuel leader de l'USFP, lors d'un meeting politique à Aïn Sebaa. Abdelhamid Jmahri, confrère qui officie à la tête du journal Al-Ittihad Al Ichtiraki, a éventé l'affaire lors d'une rencontre organisée par un centre de réflexion de Tétouan en signalant qu'à la veille des dernières législatives, un quasi-accord a été trouvé entre les formations politiques engagées dans la course électorale pour bloquer un groupe de candidats qui sentaient le soufre. Le fait est que cet engagement sur l'honneur a été violé par ceux qui l'ont contracté !

On ne peut que s'étonner de la tournure prise par les événements. Car que révèle en substance pareil constat désolant pour le pays ? Pas besoin d'être clerc pour y voir une connivence manifeste entre acteurs politiques et trafiquants. Ce qui donne plus de crédit à la

thèse lancée par Hassan Aourid, ancien porte-parole du cabinet royal et ex-Wali dans la région Draa-Tafilalet, quant à l'infiltration du système par des réseaux mafieux.

Les alertes sont donc multiples. La question qui se pose serait de savoir pourquoi l'État n'a pas réagi en conséquence au premier coup de semonce. Ceci est d'autant plus grave que le Royaume n'a que faire d'une reproduction locale de ce qui a marqué, en Amérique Latine, la pratique étatique minée par les narco-trafiquants promus en « faiseurs de rois ».

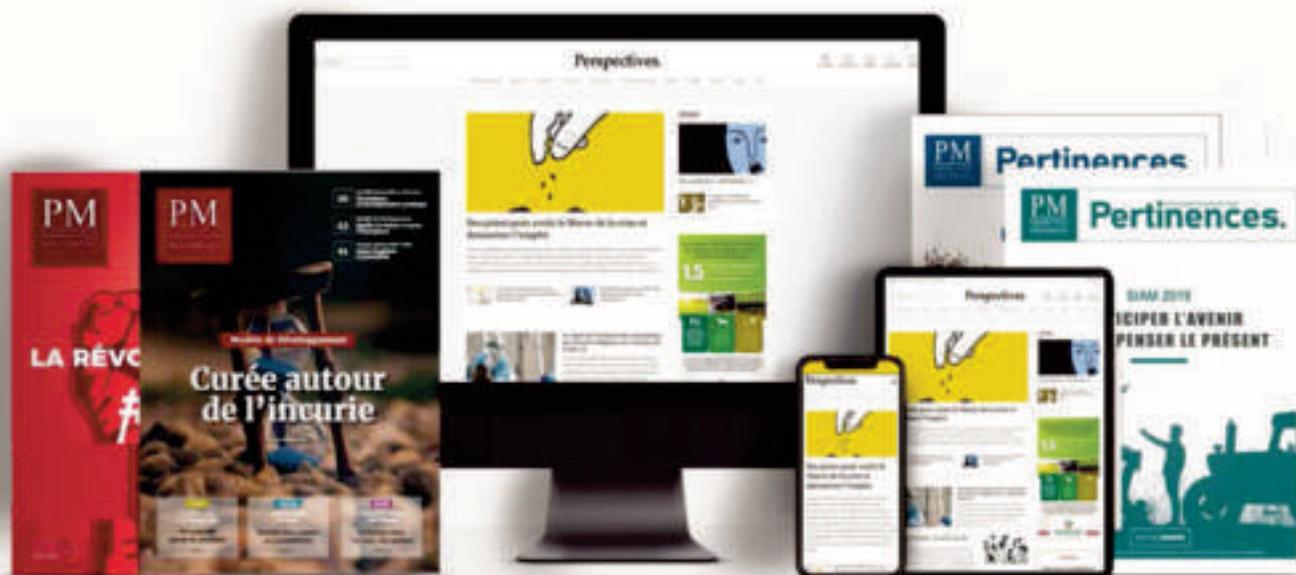
Certes, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Quand bien même la tâche d'une réelle refondation politico-institutionnelle s'avèrerait gigantesque au regard des dégâts déjà occasionnés. Pour s'en convaincre, il suffit de s'arrêter sur le poids mort que représente le processus d'invisibilisation de ce phénomène pernicieux qui a vermoulu la scène politico-institutionnelle au risque d'engendrer le chaos. L'affaire est donc plus grave qu'il n'y paraît à l'heure où le débat public est amputé par ceux qui s'agitent, avec les effets de manche en sus, pour bloquer l'opérationnalisation des prescriptions de la loi fondamentale du pays qui conduisent à la mise en place des structures capables de garantir la bonne gouvernance. Ceux qui bloquent le processus de reddition des comptes et le contrôle de la richesse n'ont pas de maroquin à occuper en de pareilles circonstances grosses de dangers immédiats. Car ils ne font que grossir les rangs des criminels en col blanc qui pervertissent tout sur leur passage. La construction démocratique du pays exige plus que de laisser, comme le suggère la sagesse populaire, le dromadaire terrasser le terrain qui a été retourné. La véritable option démocratique exige que l'on bloque, net, les artisans du consentement qui cherchent à perpétuer le hold-up de tout débat porteur puisque contradictoire. Cela vaut pour les dirigeants du PAM, éclaboussés par le feuilleton qui n'a pas encore livré tous ses secrets, comme pour les autres acteurs politiques qui, même face aux cortèges incessants d'injustice, conviennent de dire Amen. Soutenir le contraire équivaut à paver la voie aux fossoyeurs des aspirations de tout un pays en un lendemain meilleur. Comme l'avaient préprogrammé la camarilla qui a tout fait pour escamoter la marche du pays vers le progrès et la modernité. Si coup de pioche il doit y avoir, c'est bel et bien à l'encontre des réseaux de connivence qu'il doit être porté. De quoi débarrasser le pays des branches mortes qui, non élaguées, aveuglent !



L'ACTUALITÉ DE RÉFÉRENCE

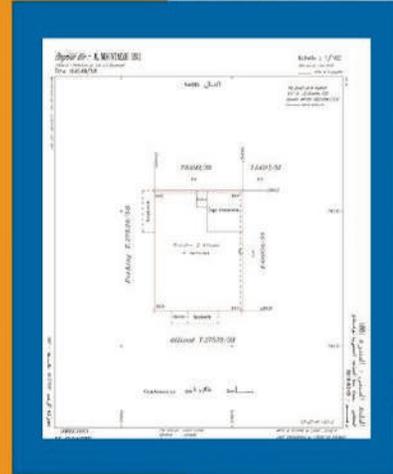
Décryptez l'actualité du Maroc & du monde,
partout, tout le temps

En cette période de pandémie, nous vous proposons un accès illimité aux divers contenus de Perspectives. E-Magazine, archives, dossiers, enquêtes et bien d'autres contenus exclusifs vous sont accessibles en rejoignant nos lecteurs.



www.perspectivesmed.com

EXCLUSIF



N'hésitez pas
à mettre à jour votre titre foncier
via l'inscription d'actes de cession, filiation,
mise en concordance...

www.ancfcc.gov.ma